



# Assemblée générale

Distr. générale  
4 avril 2022  
Français  
Original : anglais

Soixante-seizième session  
Point 144 de l'ordre du jour  
Corps commun d'inspection

## Améliorer l'accès des personnes handicapées aux conférences et réunions du système des Nations Unies

### Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

#### I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de l'accès des personnes handicapées aux conférences et réunions du système des Nations Unies ([A/76/694](#)). À cette occasion, il s'est réuni en ligne avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 17 mars 2022.

2. Le rapport est soumis en application de la résolution [74/253](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié instamment le Secrétaire général d'appliquer dans tous les locaux et pour toutes les conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies les 10 recommandations énoncées dans le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Améliorer l'accessibilité des personnes handicapées aux conférences et réunions des entités du système des Nations Unies » ([JIU/REP/2018/6](#)), a invité les chefs de secrétariat et les organes délibérants des organismes des Nations Unies à donner suite aux recommandations, sans préjudice des mesures qui sont prises pour donner suite à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, et a prié le Secrétaire général de lui présenter, durant la partie principale de sa soixante-quinzième session, un rapport d'étape sur l'application de la résolution ([A/76/694](#), par. 2).

#### II. Rapport du Secrétaire général

##### Progrès réalisés dans l'amélioration de l'accessibilité

3. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les efforts déployés par le Secrétariat en matière d'accessibilité sont guidés par les résolutions [73/341](#) et [74/253](#) de l'Assemblée générale, par la Convention relative aux droits des personnes



handicapées et par la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap (A/76/694, par. 4). Dans la section II du rapport, il donne des informations sur les progrès accomplis au Siège, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales.

4. Le Secrétaire général indique que des consultants ont procédé, en juin 2018, à un examen de l'accessibilité des locaux et installations du Siège. La mise en œuvre du plan a démarré en 2020 et, en raison des retards provoqués par la pandémie, devrait s'achever en 2023. Le réaménagement des toilettes à des fins d'accessibilité, l'installation de portes à commande électrique, la création d'une entrée donnant sur la rue accessible aux fauteuils roulants et la mise au point d'un élévateur pour fauteuil roulant permettant d'accéder à la tribune de la salle de l'Assemblée générale sont quelques-unes des réformes opérées. En ce qui concerne les services de documentation et de réunion, les efforts en matière d'accessibilité ont consisté à coordonner les exigences, à échanger avec les utilisatrices et utilisateurs, à prévoir des places accessibles, à veiller au fonctionnement du Centre d'accessibilité, à sensibiliser les prestataires de technologies, à rédiger une documentation accessible et à assurer l'interprétation en langue des signes. L'interprétation à distance en langue des signes est assurée depuis 2019 par visioconférence. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que, si ressources supplémentaires étaient prescrites, elles devraient servir à assurer l'interprétation en langue des signes lors de toutes les réunions, à répondre aux nouveaux besoins comme la mise à disposition de documents faciles à lire et de textes de remplacement, à remanier le code des systèmes internes non accessibles, de même qu'à conserver une unité composée de professionnels chargés des questions d'accessibilité et d'aménagement et capables de faire face à la demande croissante de services.

**5. Le Comité consultatif note que la mise en œuvre du plan d'accessibilité des locaux et installations du Siège devrait s'achever en 2023 et compte que toutes les mesures qui s'imposent continueront d'être prises afin d'améliorer l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.**

6. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le Bureau de l'informatique et des communications a déployé trois plateformes commerciales standards pour les réunions virtuelles (A/76/694, par. 10). Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que les services de sous-titrage en temps réel permettaient de transposer instantanément des propos tenus à l'oral en texte sur un écran, de sorte que les utilisateurs puissent les lire. Il a également reçu le tableau ci-après, qui récapitule les mesures d'accessibilité liées aux technologies de l'information et des communications et les coûts correspondants.

Tableau

**Mesures d'accessibilité liées aux technologies de l'information et des communications et coûts correspondants, 2019-2021**

(En dollars des États-Unis)

Mesure	Coût
Services de sous-titrage en temps réel pour les réunions (inscrites ou non au calendrier)	90 033
Surcouches d'accessibilité Web – solution logicielle en tant que service	445 562
<b>Total</b>	<b>535 595</b>

**7. Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira une vue d'ensemble complète de toutes les initiatives liées aux technologies de**

**l'information et des communications menées au Siège pour améliorer l'accessibilité, qui comprendra des informations ventilées par département et par initiative, et qui précisera les incidences financières correspondantes (voir par. 20 et 34).**

8. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que l'Office des Nations Unies à Genève a publié une instruction permanente relative à l'organisation de réunions et de conférences accessibles dans les locaux des Nations Unies. Les personnes en situation de handicap bénéficient d'un accès prioritaire à leur arrivée. En ce qui concerne les réunions, les exigences en matière d'accessibilité sont enregistrées via Indico, qui est un système de gestion des participants aux réunions administré par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Le site Web de l'Office est entièrement accessible aux personnes en situation de handicap et donne des orientations et des informations générales concernant l'accessibilité ([A/76/694](#), par. 11 à 13).

9. En ce qui concerne l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Secrétaire général indique que les services d'accessibilité comprennent la diffusion sur le Web et la diffusion audio en direct en ligne, le sous-titrage en temps réel pour personnes sourdes, l'interprétation en signes internationaux et en langues des signes nationales, ainsi que la lecture en braille. L'Office dispose d'un groupe d'action chargé d'appliquer la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, lequel a relevé un certain nombre de lacunes qui sont examinées dans le cadre du programme stratégique d'investissement patrimonial. Une évaluation détaillée des conditions d'accessibilité de base est actuellement menée pour examiner les installations existantes et recenser les améliorations requises ([A/76/694](#), par. 14 à 16).

10. Le Secrétaire général indique qu'à Vienne, un état des lieux des conditions d'accessibilité du Centre international de Vienne offertes aux participants aux conférences a été réalisé en 2019, en collaboration avec le Conseil autrichien chargé des questions de handicap. Les conclusions et recommandations qui en sont issues ont été communiquées aux prestataires de services communs du Centre. Parmi les travaux d'améliorations effectués, des portes coulissantes automatiques ont été installées à toutes les entrées principales du rez-de-chaussée, et la rampe extérieure a été étendue. Les points d'accès aux garages ont été équipés de capteurs avertissant les personnes en situation de handicap à l'approche des portes, et de nouveaux garde-corps, éclairages et systèmes d'alarme ont été installés. Des ascenseurs accessibles ont été installés dans certains bâtiments et sont en cours d'installation dans le reste du Centre ([A/76/694](#), par. 17 à 19).

11. Le Secrétaire général note qu'à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le projet de modernisation du Centre de conférence de l'Organisation des Nations Unies à Bangkok prévoit plusieurs réformes pour une plus grande accessibilité ; une salle de conférence intégrant de nouvelles fonctionnalités a été rouverte en 2019, et la rénovation des autres salles sera achevée en 2022. Le Centre d'accessibilité de la CESAP met des équipements à la disposition des personnes en situation de handicap participant à des conférences et à des manifestations. Un programme d'intelligence artificielle a été mis au point pour offrir un sous-titrage en temps réel, et une interprétation en signes internationaux est également assurée dans la mesure du possible ([A/76/694](#), par. 20 à 23).

12. En ce qui concerne la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Secrétaire général indique qu'un centre d'accessibilité, créé en décembre 2019, fournit des services de transport aux personnes en situation de handicap, ainsi que du matériel tel que des loupes vidéo pour personnes malvoyantes, une embosseuse et des fauteuils roulants manuels ou motorisés. En mars 2020, la participation à distance à toutes les réunions et conférences organisées à la CEA a été rendue possible grâce à

une solution hybride de conférences incluant l'interprétation simultanée à distance. En outre, des services en langue des signes et de sous-titrage ont été fournis pour toutes les grandes manifestations. Le Centre de conférence fait actuellement l'objet de travaux d'aménagement, le but étant d'installer des podiums accessibles (A/76/694, par. 24 à 27).

13. Le Secrétaire général indique que la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale a mis en œuvre des instructions permanentes pour l'accessibilité et accompli des progrès dans les domaines suivants : la conception d'un flux de travail électronique servant à transmettre des demandes assorties des informations correspondantes, comme les exigences en matière d'accessibilité ; la refonte de son site Web conformément aux directives d'accessibilité minimum ; l'utilisation d'écrans avec son dans les ascenseurs ; l'utilisation accrue de l'outil Indico pour l'enregistrement des participantes et participants et la prise en compte de leurs besoins. Le Groupe des voyages a mis en place des directives d'accessibilité pour les participants. En outre, des mesures d'accessibilité ont été prises pour le hall principal et d'autres salles de conférence (A/76/694, par. 28).

14. Ayant demandé des précisions sur la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le Comité consultatif a été informé que le rapport rendait compte de l'état actuel de l'accessibilité des conférences et réunions et que les contacts se poursuivraient avec toutes les parties prenantes, dont la CEPALC, dans l'optique de diffuser des informations et de faire connaître les bonnes pratiques en permanence.

15. Comme suite à ses questions, le Comité a été informé que le Secrétariat n'appliquait pas de norme unique dans les divers projets de construction en cours dans l'ensemble de l'Organisation. En effet, les règles et règlements applicables dans les pays hôtes ou les normes internationales les plus adéquates étaient appliqués dans chaque site.

**16. Le Comité consultatif note que des progrès notables ont été accomplis et que d'importantes mesures ont été prises afin d'améliorer l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, mais qu'il n'existe pas d'approche commune à cet égard au Siège, dans les commissions régionales et dans d'autres bureaux. Il recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'élaborer des règles et normes communes à l'ensemble du système des Nations Unies sur l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, qui seraient mises en œuvre au Siège, dans les commissions régionales et dans d'autres bureaux, selon qu'il conviendra.**

17. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Bureau des ressources humaines du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité avait assuré la coordination du rapport en question, tandis que l'équipe chargée des questions de handicap au Cabinet du Secrétaire général établissait le rapport annuel du Secrétaire général sur la mise en œuvre à l'échelle du système de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap. Les questions de handicap relatives aux ressources humaines étaient présentées à l'Assemblée générale dans le rapport du Secrétaire général donnant une vue d'ensemble de la réforme de la gestion des ressources humaines, tandis que les questions d'accessibilité des conférences et réunions étaient abordées dans le rapport du Secrétaire général sur le plan des conférences et que l'état d'avancement des projets de construction était exposé dans les rapports d'étape annuels relatifs aux différents projets. Le Comité a également été informé qu'une personne référente avait été désignée dans chaque bureau et département et que, dans de nombreux cas, plusieurs personnes référentes assuraient la coordination transversale avec toutes les parties intéressées.

18. Le Comité consultatif prend note de la manière décousue dont les initiatives d'accessibilité ont été engagées dans l'ensemble du système et communiquées à l'Assemblée générale. Étant donné l'importance de la question, le Comité estime que les efforts entrepris devraient être menés de manière globale, dans toute l'Organisation, sous la coordination d'une personne référente à l'échelle mondiale, au niveau de direction le plus élevé et dans la limite des ressources disponibles, qui serait chargée de superviser l'élaboration des politiques et la mise en œuvre de toutes les activités relatives aux questions d'accessibilité à l'échelle du système.

19. Le Comité consultatif note en outre qu'il faut recueillir des données statistiques sur les personnes en situation de handicap, y compris sur les obstacles qui les empêchent de participer aux réunions et aux conférences, sur la fréquence à laquelle elles y participent et sur l'utilisation qu'elles font des outils technologiques, afin de s'assurer que les solutions d'accessibilité sont adaptées à leurs besoins. Ces données devraient également inclure des informations sur les mesures déjà mises en place, celles en cours de mise en œuvre et celles qui ne sont pas encore appliquées, ainsi que sur les incidences financières correspondantes et les enseignements tirés.

20. Tout en prenant note des mécanismes de communication de l'information qui sont actuellement prescrits, le Comité consultatif estime que le Secrétaire général devrait également soumettre à l'Assemblée générale un rapport de synthèse donnant un aperçu complet des initiatives d'accessibilité menées à l'échelle du système et rassemblant des informations dans des domaines connexes, comme les technologies de l'information et des communications, les questions liées au personnel, la gestion des conférences, la passation de marchés et la construction, aussi bien au Siège que dans les entités du système des Nations Unies (voir par. 34).

#### **Application des recommandations formulées par le Corps commun d'inspection**

21. Dans la section III de son rapport, le Secrétaire général donne des informations sur l'état de l'application des 10 recommandations formulées par le Corps commun d'inspection.

##### *Recommandation 1*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient charger les bureaux compétents d'élaborer, d'ici à la fin de 2020, un projet de politique relative à l'accessibilité des conférences et des réunions pour les personnes en situation de handicap, ainsi que des directives pour l'application de cette politique, et d'en présenter le texte à leurs organes délibérants respectifs, si leur approbation est nécessaire pour que la politique prenne effet.*

22. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le Secrétariat élabore actuellement des directives sur l'accessibilité des conférences et réunions des Nations Unies pour les personnes en situation de handicap, lesquelles seront alignées sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap. La Convention met en exergue quatre domaines clés : l'environnement physique, les transports, l'information et la communication, et les autres équipements et services ouverts au public. Dans les directives sur l'accessibilité des conférences et réunions des Nations Unies, l'accessibilité sera reconnue comme un droit humain fondamental et comme la responsabilité de tout un chacun. Il sera également prévu d'effectuer des contrôles d'accessibilité et de vérifier le respect des exigences applicables aux conférences organisées hors Siège, ainsi que de rendre toutes les informations et communications accessibles aux personnes en situation de handicap. Afin de mettre en œuvre les

directives, diverses actions devront être entreprises, notamment des mesures visant à garantir que les procédures, les installations et le matériel de vote sont appropriés, accessibles et faciles à comprendre et à utiliser. Il faudra recueillir des données statistiques et d'autres informations pertinentes permettant de détecter et de surmonter les obstacles à l'accessibilité rencontrés par les personnes en situation de handicap et de garantir à ces personnes l'accessibilité. Une ou plusieurs personnes référentes devront être désignées pour les questions relatives à la mise en œuvre des directives (A/76/694, par. 29 à 37).

#### *Recommandation 2*

*Pour toutes les grandes conférences qui se tiennent hors des locaux des entités du système des Nations Unies, les chefs de secrétariat de ces entités devraient veiller à ce que les prescriptions en matière d'accessibilité soient clairement énoncées dans les accords conclus avec l'entité hôte pour certaines conférences et réunions.*

23. Le Secrétaire général indique que le Secrétariat travaille avec ses interlocuteurs des pays hôtes pour s'assurer que les exigences en matière d'accessibilité sont reflétées dans les accords avec les pays hôtes, qui précisent les exigences relatives aux salles de conférence, aux installations et aux services, notamment la mise à disposition de rampes pour fauteuils roulants, de places accessibles, d'équipements d'assistance et d'outils connexes. Le Bureau des affaires juridiques fournit conseils et appui, y compris concernant la formulation idoine pour les dispositions relatives à l'accessibilité que doivent utiliser l'ONU et les pays hôtes. Le lieu prévu dans le pays hôte pour la tenue d'une manifestation est déterminé par le gouvernement et le bureau ou département du Secrétariat qui l'organise (A/76/694, par. 38 et 39). Comme suite à ses questions, le Comité a été informé que, pour les grandes conférences tenues hors Siège, les exigences en matière d'accessibilité étaient précisées dans les accords avec les pays hôtes et évaluées sur place avant la tenue des conférences. En cas de manquement aux dispositions prévues, des consultations avaient lieu avec les gouvernements hôtes et le lieu en question pouvait être refusé s'il n'était pas possible de satisfaire aux exigences.

#### *Recommandation 3*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient désigner, d'ici à décembre 2021, une personne référente pour l'accessibilité au sein de leur entité, dont le mandat définirait clairement le rôle et les responsabilités en matière d'amélioration de l'accessibilité des conférences et des réunions pour les personnes en situation de handicap.*

24. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que l'équipe chargée des questions de handicap au Cabinet du Secrétaire général coordonne le réseau de personnes référentes à l'échelle du système pour la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, créée en juin 2019. Le réseau se compose de personnes référentes provenant de l'ensemble du système des Nations Unies. Le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité coordonnent ce réseau. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences est très actif, étant donné son rôle de chef de file, dans la planification des conférences, la documentation, l'interprétation, l'appui aux réunions, la fourniture de services de secrétariat technique et la mise à disposition du Centre d'accessibilité. En 2019, une équipe chargée de l'inclusion du handicap a été créée à l'Office des Nations Unies à Genève, et des personnes référentes pour l'accessibilité ont été désignées au sein des offices des Nations Unies à Vienne et à Genève et dans les commissions régionales (A/76/694, par. 40 à 42). Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que l'équipe chargée de l'inclusion du handicap au Cabinet du Secrétaire général aidait les entités, sur le plan technique, à mettre en œuvre la Stratégie, élaborait des ressources et des outils essentiels dans le



droit fil de la Stratégie et coordonnait un réseau de personnes référentes à l'échelle de l'entité.

#### *Recommandation 4*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient charger les bureaux compétents qui s'occupent des questions d'accessibilité d'élaborer, d'ici à décembre 2021, des procédures normalisées eu égard aux responsabilités opérationnelles en vertu desquelles il leur incombe d'améliorer l'accessibilité des conférences et des réunions pour les personnes en situation de handicap.*

25. Le Secrétaire général indique que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences aborde la question de l'accessibilité des services de conférence dans le recueil de règles, pratiques et procédures administratives des services techniques de secrétariat, des services de protocole et de liaison et des services de conférence. La version 2021 du recueil aborde des questions telles que l'accès aux installations de conférence, la disposition des places, les réunions, l'information et la documentation électronique. En 2019, l'Office des Nations Unies à Genève a élaboré et publié sur son site Web une instruction permanente relative à l'organisation de réunions et de conférences accessibles. La CESAP s'est elle aussi dotée d'un guide opérationnel sur les réunions tenant compte de la question du handicap (A/76/694, par. 43 à 46).

#### *Recommandation 5*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient imposer aux organisateurs de réunions et de conférences l'obligation de garantir, d'ici à décembre 2021, que : a) la participation des personnes en situation de handicap est pleinement soutenue par des procédures d'enregistrement accessibles aux personnes présentant divers handicaps ; b) les formulaires d'inscription disponibles dans un format accessible comportent des rubriques ayant pour objet de recueillir des informations précises sur les impératifs en matière d'accessibilité ; c) les informations sur les installations et services accessibles sont diffusées auprès de tous les participants potentiels au moyen de sites Web et de notes d'information accessibles ; d) les enquêtes de satisfaction réalisées, dans un format accessible, à l'issue des conférences et réunions englobent systématiquement des questions visant à évaluer le degré de satisfaction à l'égard de l'accessibilité des installations et services.*

26. Le Secrétaire général indique qu'au Siège, un formulaire a été mis en ligne au premier trimestre de 2020 pour faciliter les demandes de services et l'accessibilité des réunions. À Genève, le processus d'enregistrement sur Indico est actuellement perfectionné, le site Web est mis en service à titre expérimental à l'aide de lecteurs d'écran, et des travaux supplémentaires sont menés pour trouver des solutions aux éléments qui ne sont pas compatibles avec ces lecteurs. Le Service de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Vienne engage les secrétariats à demander des renseignements sur les besoins en matière d'accessibilité dans les formulaires d'inscription aux conférences, le but étant de mieux comprendre les exigences des plateformes de réunion et d'encourager la participation (A/76/694, par. 47 à 51).

#### *Recommandation 6*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient, d'ici à décembre 2021, offrir la possibilité de participer à distance à toutes les réunions et conférences qu'ils organisent, sans préjudice des efforts visant à rendre la participation aux réunions et conférences accessible aux personnes en situation de handicap.*

27. Depuis mai 2020, le Secrétariat au Siège et à Genève, Vienne et Nairobi met en œuvre des modalités de participation à distance aux réunions (virtuelles et hybrides) du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), recourant à l'interprétation simultanée à distance et utilisant des plateformes entièrement accessibles aux personnes en situation de handicap, pour assurer la continuité des activités. Si l'on souhaitait faire de la participation à distance une fonction permanente, il faudrait un mandat exprès de la part des États Membres et des fonds correspondants (A/76/694, par. 52 et 53). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le fait de proposer l'interprétation simultanée à distance pour assurer la continuité des activités et donner suite à la recommandation pertinente du Corps commun d'inspection ne réglait pas la question de la définition des modalités et des règles correspondantes qui régiraient le recours aux réunions virtuelles une fois que les mesures actuelles auraient pris fin, et que la décision revenait aux organes intergouvernementaux.

*Recommandation 7*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient publier des instructions à l'intention des services des technologies de l'information et des communications et de gestion des installations afin qu'ils procèdent à des évaluations périodiques de l'accessibilité des installations et services des entités de l'Organisation pour les conférences et réunions, et qu'ils veillent à ce que les organisations de personnes handicapées soient dûment consultées à toutes les étapes du processus.*

28. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le Siège met actuellement en œuvre un plan triennal d'amélioration de l'accessibilité établi à l'issue d'une évaluation menée en 2018. Le plan devrait être entièrement exécuté en 2023, après quelques retards dus à la pandémie. Une demande de financement d'une évaluation de l'accessibilité à réaliser dans les locaux du Siège sera prise en compte dans le projet de budget ordinaire pour 2024. L'équipe chargée des questions de handicap au Cabinet du Secrétaire général a publié en août 2021 des directives sur la consultation des personnes en situation de handicap (A/76/694, par. 54 et 55).

*Recommandation 8*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient charger les services des achats de rédiger, d'ici à décembre 2021, des dispositions visant à incorporer les contrôles ou prescriptions en matière d'accessibilité dans les politiques et directives relatives aux achats, pour examen et adoption par l'autorité qui a pouvoir de décision en la matière.*

29. Le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, avec le concours de l'équipe chargée des questions de handicap au Cabinet du Secrétaire général, a publié en novembre 2020 des directives sur l'inclusion du handicap dans les procédures d'achat. Le site Web externe de la Division des achats a été mis à jour pour inclure de nouvelles fonctionnalités d'accessibilité. Le Secrétariat a adopté la définition du terme « fournisseurs qui tiennent compte du handicap » et l'a intégrée dans son programme de sensibilisation décrit dans l'instruction permanente sur la communication avec les fournisseurs, publiée en janvier 2021. Grâce au processus d'appel d'offres électronique, l'Organisation s'efforce de rendre les procédures d'achat et les documents correspondants accessibles aux personnes en situation de handicap (A/76/694, par. 56 à 62).

30. Au paragraphe 63 de son rapport, le Secrétaire général, indique que, en ce qui concerne les critères au titre de l'indicateur 8 (« Un objectif est fixé et atteint pour le nombre ou la proportion de documents d'achat pertinents dans lesquels l'accessibilité est une condition obligatoire »), leur mise en œuvre nécessitera l'approbation de l'Assemblée générale. Le cadre actuel de passation de marchés prescrit par



l'Assemblée ne prévoit pas spécifiquement la prise en compte de considérations sociales dans l'élaboration des stratégies d'achat, dont relèveraient les pratiques en matière d'achats tenant compte du handicap.

*Recommandation 9*

*Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient élaborer et mettre en œuvre, par l'intermédiaire des mécanismes interinstitutions pertinents, d'ici à décembre 2021, un module de formation spécialisée obligatoire, commun à l'échelle du système, sur l'inclusion du handicap et l'accessibilité, à l'intention du personnel participant directement ou indirectement à la prestation des services de conférence et de réunion, notamment mais pas exclusivement le personnel de la gestion des conférences, de la gestion des infrastructures et des services, des ressources humaines, des achats, du service en charge des questions juridiques, des services des technologies de l'information et des communications, des services médicaux, de l'information au public, et des services de la sécurité et de la sûreté.*

31. Le Bureau des ressources humaines lancera prochainement un nouveau cours sur l'inclusion du handicap, afin de contribuer à la création, au Secrétariat, d'un environnement de travail inclusif et accueillant pour les personnes en situation de handicap, en sensibilisant le personnel à la question du handicap et à la manière d'interagir avec les personnes en situation de handicap (A/76/694, par. 64).

*Recommandation 10*

*Les organes délibérants des entités du système des Nations Unies devraient inscrire à leur ordre du jour l'examen des rapports périodiques qui leur sont soumis sur l'état d'accessibilité des installations et des services de conférence et de réunion pour les personnes en situation de handicap, y compris l'état d'avancement des mesures visant à remédier aux lacunes en matière d'accessibilité.*

32. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que cette recommandation est adressée aux organes délibérants. Dans le cas de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général présentera régulièrement des rapports, comme l'Assemblée générale l'a demandé (A/76/694, par. 65).

33. Le Comité consultatif a demandé, sans succès, des informations sur l'avis du Corps commun d'inspection concernant l'état d'application de ses recommandations. **Le Comité compte que des informations sur les suites données aux recommandations figureront, s'il y a lieu, dans les prochains rapports.**

### III. Conclusion

34. Au paragraphe 67 de son rapport, le Secrétaire général indique que l'Assemblée générale pourra souhaiter prendre note du rapport. **Compte tenu des commentaires et observations qu'il a formulés ci-dessus, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de soumettre, durant la partie principale de sa soixante-dix-septième session, un rapport de synthèse sur les efforts déployés afin d'améliorer l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, notamment dans l'ensemble du système, qui comprenne des informations sur la nomination d'une personne référente à l'échelle mondiale, les données statistiques, l'élaboration de politiques, les initiatives relatives aux technologies de l'information et des communications, les questions de personnel connexes, comme le recrutement de personnes en situation de handicap, ainsi que des informations précises sur les incidences financières correspondantes (voir par. 7, 16, 18, 19 et 20).** Le Comité consultatif a l'intention d'examiner cette question plus avant dans le cadre du projet de budget-programme pour 2023 et des projets de budget relatifs aux travaux de construction.